



## Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Perla DANAN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Jérémie MALEK, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Patricia MIRALLES

# **Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Présentation du Rapport préalable au budget sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de développement durable**

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi grenelle 2 dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et en référence à la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole est tenue de présenter, préalablement au vote du budget, un rapport sur sa situation en matière de prise en compte du développement durable.

La présentation de ce rapport s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- la lutte contre le changement climatique,
- la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources,
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations,
- une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables,
- l'épanouissement de tous les êtres humains.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable :

- la participation des acteurs et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Le rapport dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de la Métropole pour l'année 2018 et livre les éléments chiffrés disponibles pour les années 2017 et/ou 2018. Il renseigne annuellement une vingtaine d'indicateurs de suivi. Il dessine également les perspectives envisagées par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2019. Rappelons que dans le contexte de l'accélération des crises climatiques et de la biodiversité, l'ONU a lancé un appel international, à tous les décideurs, afin qu'un modèle de développement viable puisse voir le jour dans les deux années à venir.

A ce sujet, la Métropole dispose de dynamiques largement engagées, pour permettre au territoire d'accroître son adaptation aux effets du climat déjà bien visibles, mais aussi d'entreprendre une nouvelle étape dans l'atténuation de ses émissions de gaz à effet de serre, afin de montrer l'exemple et de favoriser la coresponsabilité de tous les acteurs du territoire, et bien sûr d'entrer dans une dynamique toujours plus ambitieuse de résilience, d'innovation et de projets à impact positif, régénérateurs.

## **1- La lutte contre le changement climatique**

En matière de lutte contre le changement climatique, la volonté de mise en application des ambitions de la démarche « Montpellier territoires, une Métropole productive », initiée en 2016-2017, a nécessité de se doter d'une vision aiguisée concernant l'appréhension de l'écosystème dans lequel s'insère le territoire métropolitain, les équilibres environnementaux, l'impact des changements climatiques, l'évolution des modes de vie, de travailler, d'habiter... cela a donné lieu à un travail d'exploration des enjeux et des facteurs d'évolutions du territoire, de sa population, de ses usagers sur les moyen et long termes, pour fixer les orientations fondamentales d'un développement de l'espace métropolitain respectueux des générations futures.

Dans la continuité, Montpellier Méditerranée Métropole traduit cette vision dans la révision de son schéma de cohérence territoriale (SCoT) et l'élaboration de son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi). Ainsi, le conseil de Métropole a pu arrêter un projet de SCoT concerté le 19 juillet 2018, qui a été mis à enquête publique fin 2018 jusqu'au 4 janvier dernier, dernière étape avant l'approbation définitive du document qui interviendra courant du 1er trimestre 2019.

Montpellier Méditerranée Métropole inscrit ainsi son développement dans les orientations du SCoT revisité, dont l'objectif est de diminuer significativement la consommation foncière nécessaire à l'urbanisation en préservant 2/3 du territoire en espaces naturels et agricoles. Le PADD du PLUi s'appuie, en cela, sur ces principes de limitation de la consommation d'espaces.

La stratégie de Montpellier Méditerranée Métropole vise à renouveler et intensifier l'urbanisation, comme dans le projet Ecocité, le long des lignes de transport en commun, en développant un urbanisme qui favorise la mixité sociale et fonctionnelle sur la ville constituée et la ville émergente, dans un contexte de croissance démographique soutenue.

Dans le cadre de la deuxième tranche du programme ville de demain, la Métropole prolonge les actions transversales relatives à la gestion multimodale et post carbone des déplacements et au développement des énergies locales renouvelables, dont la bioénergie. Dans ce domaine, elle continue à innover avec le quartier Euréka et le développement d'un *smart grid* thermique et électrique. L'Ecocité de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit également ses actions à l'échelle des quartiers en accompagnant les usages des habitants des nouveaux îlots démonstrateurs réalisés lors de la première tranche du programme.

A l'échelle de l'ensemble du territoire, la Métropole met en place un schéma directeur de la logistique et un schéma directeur des mobilités actives, pour favoriser la livraison décarbonée, le vélo, la marche à pied et les autres modes de déplacement doux. Le bilan de l'année fait apparaître environ 16 km de pistes cyclables supplémentaires, en incluant les voies vertes, les pistes, bandes, les zones de rencontres et zones 30. De plus une expérimentation de zone à faibles émissions est en cours.

Par ailleurs, en 2018, Montpellier Méditerranée Métropole s'est lancée dans un ambitieux programme de déploiement de 66 bornes de recharge pour véhicules électriques (pour 128 points de charge) sur le territoire, dans le cadre d'un groupement à l'échelle de la nouvelle Région (9 Départements, 2 Métropoles), validé et financé en partie par l'ADEME. Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi mis en place à la fois un réseau public d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et un nouveau service d'autopartage électrique Totem Mobi.

La maîtrise de la demande énergétique et le renforcement de la performance des bâtiments reste également une ambition forte de la Métropole. Par exemple en 2018, l'opération de reconstruction de la médiathèque aimé Césaire à Castelnau-Le-Lez a permis de faire de cet équipement la première médiathèque française à être certifiée Bepos Effinergie (bâtiment à énergie positive). De même, la rénovation thermique des copropriétés privées est une des priorités de la Métropole à travers deux opérations d'importance : d'une part, dans le cadre de l'EcoCité, un programme est engagé sur près de 1000 logements de copropriétés des années 60-70, avec un niveau de performance bbc rénovation ; et d'autre part, le dispositif Rénov'energie a été mis en place en juin 2018 : véritable service public de la rénovation thermique, dans le cadre d'un partenariat avec l'ADEME, il a pour objectif d'accompagner les ménages dans leur démarche de rénovation thermique de leur logement.

Concernant la ville intelligente, notons qu'en 2018, de nouvelles applications ont été mises en service : des capteurs innovants environnementaux, permettant via une application pour smartphone de récupérer des données de température et d'hygrométrie ambiante pour l'usager et pour la Métropole

Concernant l'éclairage public, suite au retour d'expérience de la commune de Prades-le-Lez, deux nouvelles communes de la Métropole ont voté en 2018 une mesure d'extinction de l'éclairage public à partir de minuit ou 1h jusqu'à 5h du matin : Sussargues et Castries. L'objectif est ici de réduire les consommations d'électricité et la pollution lumineuse nocturne.

En 2018, la Métropole a engagé l'élaboration de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) en y intégrant les enjeux relatifs à la préservation de la qualité de l'air conformément à la loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (TECV) du 17 août 2015. En outre, elle a souhaité compléter cette démarche par l'élaboration d'un schéma directeur des énergies, afin de consolider l'exercice de sa compétence en la matière, notamment vis-à-vis des opérateurs énergéticiens.

En interne à l'institution métropolitaine, afin de rendre moins polluants les déplacements domicile-travail et professionnels des agents, la collectivité a renouvelé son plan de mobilité et teste le remboursement des frais kilométriques vélos. Durant l'année 2018, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit la mutation de son parc automobile en souscrivant un marché en groupement de commandes permettant l'acquisition de véhicules électriques et Vélo à Assistance Electrique (VAE). Le parc actuel dispose de 62 VAE.

## **2- La préservation de la biodiversité et la protection des milieux et des ressources**

En matière de préservation de la biodiversité et de protection des milieux et des ressources, quatre rapports régionaux dressent d'ores et déjà, un tableau préoccupant de la biodiversité dans le monde. « La biodiversité et les contributions de la nature continuent à décliner dangereusement », avertissent plus de 500 experts issus

de plus de 100 pays qui ont contribué pendant trois ans à cette évaluation. Ce déclin est constaté dans pratiquement toutes les régions du monde, mettant en péril non seulement la qualité de vie mais aussi les économies, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire.

La Métropole agit sur ce sujet, se donnant comme valeur commune, au travers de son projet de territoire, de « révéler le paysage de la Métropole comme bien commun à travers la figure d'un grand parc métropolitain ». Au-delà de la préservation de l'armature des espaces naturels et agricoles, il s'agit maintenant d'intégrer le respect de la biodiversité, le « grand paysage » et la mise en œuvre d'une politique agroécologique et alimentaire de référence, comme des éléments déterminants du projet de territoire au même titre que les projets urbains. Ces composants fondamentaux sont destinés à constituer le cœur des outils de planification et de programmation (SCoT, PLUi, PCAET...).

L'objectif est de reconquérir les nombreuses terres aujourd'hui non exploitées, publiques et privées, afin d'y installer de nouveaux agriculteurs ou conforter les entreprises agricoles existantes tout en accompagnant la transition agroécologique et alimentaire du territoire (cultures nourricières pérennes et locales, haute valeur qualitative et environnementale, protection de la ressource en eau, installations expérimentales...).

En 2018, la définition précise des besoins et investissements nécessaires aux porteurs de projets pour consolider leur installation permet d'envisager prochainement la conclusion de baux agricoles à clauses environnementales.

De même, les études préalables menées en 2018, vont permettre de créer deux grandes Associations Foncières Agricoles (AFA) en 2019.

Par ailleurs, la Métropole a souhaité accompagner et soutenir le projet d'AgroEcoPôle du domaine de Mirabeau à Fabrègues conçu comme un pôle d'excellence agroécologique et sociale. Ce projet, s'inscrit pleinement dans la perspective de déploiement d'un archipel de fermes ressources multifonctionnelles sur le territoire de la Métropole. L'année 2018 a permis de stabiliser avec l'ensemble des partenaires le plan de financement et le démarrage de la première activité viticole et d'insertion sur le domaine avec le projet vignes de cocagne.

Enfin, en 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé une étude de faisabilité pour identifier précisément les potentialités de réactivation agricole des secteurs en friche dans les zones irrigables, définir le ou les outils d'animation foncière appropriés et définir les travaux de remise en état des terres nécessaires pour y parvenir.

Pour répondre aux nouveaux besoins en termes de qualité de l'air et de rafraîchissement naturel de son territoire, un programme d'actions dans l'espace public consiste à renforcer la présence des arbres en ville, créer de grandes avenues vertes, améliorer les entrées de ville, impliquer les publics à travers le permis de végétaliser, les jardins partagés et les plantations participatives (plantons 1000 arbres).

Concernant la gestion de l'eau, pour rappel, une charte de 31 engagements cadre l'objectif de qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement, selon cinq axes : pédagogie et information, exemplarité, transparence, solidarité, protection de la ressource et préservation des milieux. Ces axes guident la définition et la mise en œuvre des politiques en matière d'eau et d'assainissement, en investissement comme en exploitation. Ils permettent de répondre à l'objectif de solidarité entre territoires et usagers. Sur le périmètre du Syble, l'année 2018 a été riche en partage entre la Métropole et l'Etat sur ce sujet et a permis de valider par exemple, une augmentation du débit réservé correspondant au débit minimum biologique de la source du lez, pour le bon état des peuplements piscicoles.

Un arrêté a ainsi été signé par le Préfet de l'Hérault le 09 août 2018 fixant à 230 l/s la nouvelle valeur de débit restitué. Ce relèvement est assorti d'une période de transition nécessaire à la Métropole pour adapter son système de production d'eau potable à ce nouvel enjeu.

Citons également, sur le plan de la gestion des inondations, l'installation de 4 stations de mesures permettant d'obtenir des données sur les cours d'eau et la finalisation du développement de l'application rendant possible l'accès à la plateforme par les communes de « ville en alerte ». L'outil est entré dans une phase de test opérationnel en septembre 2018, sur le périmètre de 3 communes, pour une durée de 1 an. En parallèle de la phase de test, sur l'année 2019, 2 nouvelles stations seront installées améliorant la couverture du territoire par l'outil.

Montpellier Méditerranée Métropole porte enfin, dans le cadre du programme européen life, un projet ambitieux d'innovations, de recherche et développement mobilisant la réutilisation des eaux usées traitées, qui peut à la fois constituer une opportunité d'amélioration des systèmes épuratoires et une solution dans un contexte de réduction de la ressource.

En interne, sur le territoire des 30 communes hors périmètre ville de Montpellier, dans une logique d'harmonisation des pratiques, 2018 a été marquée par l'entrée en vigueur de la réglementation visant à mettre fin à l'utilisation de tout produit phytosanitaire sur le domaine public. Au-delà, en lien avec la logique de préservation de la ressource en eau, une étude visant à élaborer et mettre en œuvre un Plan d'Adaptation des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) a été instruite, et le plan a été adopté sur un premier pôle territorial, afin d'optimiser la gestion des espaces verts.

### **3- La cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations**

Au titre de la cohésion sociale et de la solidarité entre les territoires et les générations, la Métropole a poursuivi et accentué sa politique de production des différents types d'offres résidentielles (locatif social, logements spécifiques, accession à la propriété...) de manière équilibrée sur le territoire métropolitain, conformément aux orientations fixées par son Programme Local de l'Habitat (PLH) 2013-2018. Elles contribuent à l'action de fond menée depuis plusieurs années pour améliorer la qualité de vie, répondre à la diversité des parcours résidentiels, réduire les inégalités territoriales et participer ainsi au renforcement de son attractivité.

Le bilan 2013-2018 des mises en chantier fait en effet apparaître que l'offre est produite à hauteur de 48 % à Montpellier et 52 % sur le reste du territoire métropolitain (hors Montpellier). Egalement de 2013 à 2017, 9 500 logements locatifs sociaux ont été financés dans Montpellier Méditerranée Métropole soit une moyenne annuelle de près de 1 900 logements pour un objectif fixé par le PLH d'au moins 1 500 logements, équivalant à 28 % de l'ensemble des logements autorisés sur la période.

Le prochain PLH 2019-2024, élaboré en 2017 et 2018 pour être approuvé courant du 1er semestre 2019, permettra de consolider ce mouvement, tant en ce qui concerne la production de logements locatifs sociaux, que de logements sociaux spécifiques (d'insertion, pour les seniors, pour les jeunes...) et d'accession abordable à la propriété.

Depuis le 28 février 2018, Montpellier Méditerranée Métropole propose un nouveau dispositif de logement abordable compris entre 2 400 et 2 900 € TTC/m², avec parking. L'objectif est la livraison à partir de fin 2019 de 1 000 logements par an, les premiers permis de construire viennent d'être délivrés pour une offre qui s'adresse aux ménages à « revenus intermédiaires ».

Concernant la politique culturelle qui doit prendre en compte l'équité dans l'accès des individus à la culture, l'accent est mis sur le maillage de l'offre sur le territoire et la solidarité intercommunale qui se concrétise par des coopératives de services et des partenariats avec les communes.

La mission de coopératives de services et les renforcements des partenariats avec les autres communes du territoire répondent au souci de solidarité de la collectivité. Le schéma de mutualisation qui prévoit une coopération entre les différentes communes du territoire métropolitain et la Métropole, intègre l'offre culturelle.

Les médiathèques illustrent bien cette politique, elles sortent également de leurs murs, à la fois dans Montpellier et dans les communes de la Métropole, dans le cadre d'une politique culturelle intercommunale : médiathèques de rues dans les quartiers par le déploiement de l'IDEAS BOX, participation à l'action de la Métropole « piscines en fêtes » ainsi qu'à la manifestation nationale « partir en livre dans des espaces atypiques de la Métropole » (parcs, campings...).

Le planétarium Galilée et l'aquarium réunis en PLANETOCEAN MONTPELLIER, le site archéologique Lattara - musée Henri Prades, le musée Fabre, et pour la première fois le zoo de Lunaret et l'Ecolothèque unissent leurs ressources pour proposer un programme inédit en France. Pour l'année scolaire 2018, c'est le thème du mouvement qui a été choisi et décliné selon l'approche spécifique de chacun de ces 6 établissements culturels.

L'Ecolothèque a coordonné le parcours de « la science par 4 chemins » pour une vingtaine de classes. Celui-ci s'est conclu en juin à l'Ecolothèque avec 2 grands marchés des connaissances auxquels ont pris part les 600 participants du programme. Le thème du mouvement sera repris en 2018/2019 et le thème « temps » a été choisi pour l'année 2019.

Concernant le contrat de ville, une évaluation à mi-parcours a eu lieu dans le courant du second semestre 2018 avec un rendu des conclusions et préconisations fin 2018. Cette évaluation doit permettre de présenter un bilan d'étape de mise en œuvre et de résultats des actions au regard des objectifs et du fonctionnement du contrat de ville et, au besoin, de procéder à des ajustements. Ces derniers tiendront compte également de la nouvelle feuille de route du gouvernement pour les quartiers relevant de la politique de la ville.

La collectivité développe des actions qui portent sur l'accessibilité aux établissements et sur l'adaptation de l'offre culturelle à ces différents publics pour faciliter leur accès à la culture. Le musée Henri Prades-site archéologique Lattara a lancé la fabrication de maquettes tactiles et programmé l'installation de boucles magnétiques qui viendront renforcer les dispositifs destinés aux visiteurs aveugles ou malvoyants.

Sur le plan du soutien à l'emploi que mène avec le PODEM la Métropole, citons, parmi les nombreux projets en cours « fabrique à entreprendre », en partenariat avec l'Etat, la caisse des dépôts et la région aux côtés de l'Agence France Entrepreneur (AFE). Il vise à expérimenter sur 3 ans (2018-2020) et sur le territoire de la Mosson un guichet unique, véritable plateforme entrepreneuriale, permettant de faire le lien entre l'offre de services des principaux acteurs de la création/reprise d'entreprises et les habitants du quartier ayant le souhait de créer ou reprendre une activité. Ce projet est porté par un consortium d'acteurs de la création d'entreprises.

Enfin, en interne, le taux d'emploi légal des personnes en situation de handicap pour l'année 2017 est de 6,29%.

#### **4- Une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommations responsables**

Une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables est développée par Montpellier Méditerranée Métropole, depuis 2015, au travers d'une stratégie économique de dimension métropolitaine, impulsée autour des sept piliers, que sont : la santé, le numérique, les transports et les mobilités, le développement économique le tourisme, l'industrie, l'Agro-écologie et l'alimentation, la culture, le patrimoine et les universités et enfin le commerce et l'artisanat. Ces sept piliers correspondent aux domaines d'excellence que la Métropole s'engage à structurer, développer et valoriser.

Le développement de liens et de projets communs entre les écosystèmes et les territoires doit permettre d'amplifier une véritable dynamique métropolitaine pouvant se matérialiser sous de multiples formes de partenariat. Montpellier Méditerranée Métropole œuvre ainsi pour le rayonnement méditerranéen, européen et mondial du territoire au travers notamment de sa stratégie F.A.I.R, depuis 2017 :

- Fédérer en mettant les écosystèmes en mouvement,
- Accélérer en levant les freins et en boostant la création et la croissance des acteurs économiques,
- Implanter en développant une offre foncière et immobilière adaptée aux besoins des entreprises,
- Responsabiliser en soutenant une économie solidaire.

Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique particulièrement dynamique de création d'entreprise. Depuis 1987, le BIC (Business & Innovation Centre) de Montpellier Métropole œuvre à la création d'entreprises innovantes sur le territoire de la Métropole. Classé meilleur incubateur au monde en 2007 par la NBIA (National Business Incubation Association), il est aussi récompensé, en 2014 et 2015, par l'UBI INDEX, qui classe le BIC dans le top 10 mondial des meilleurs incubateurs. En 30 ans, il a accompagné la création de 643 sociétés qui représentent aujourd'hui près de 4 700 emplois directs et un chiffre d'affaires de 648 m€.

En 2018, le BIC passe à la 2<sup>e</sup> place dans le classement UBI global des meilleurs incubateurs mondiaux.

Concernant la gestion des déchets, en lien avec l'objectif de consommation responsable, la Métropole s'attache à réduire l'empreinte écologique du territoire, en privilégiant les techniques innovantes. En 2018, les réflexions ont repris afin d'initier le futur programme local de prévention des déchets 2019-2023. La Métropole a également finalisé en 2018 la mise en place du tri des biodéchets dans toutes les cantines scolaires de la ville de Montpellier. Cette démarche accompagne une opération globale menée par la ville de Montpellier visant à réduire le gaspillage alimentaire.

Elle mène également des projets pilotes pour accompagner les habitants, commerçants et employés, dans la mise en pratique d'Ecogestes sur 2 îlots urbains de la ville de Montpellier, dont l'îlot emblématique de la Mantilla sur Port Marianne. Ainsi de janvier 2018 à fin 2019, 6 000 foyers et salariés supplémentaires seront accompagnés pour la mise en pratique d'éco-gestes.

Elle poursuit par ailleurs, en 2018, son programme de modernisation des points propreté, et son service de collecte mobile de petits objets encombrants.

Concernant la valorisation des déchets, retenons l'exemple d'Amétyst, qui en matière de bilan énergétique, produit jusqu'à 400 000 kWh d'électricité par semaine (20 472 mW au total en 2017), représentant la consommation en électricité de plus de 6 500 logements. De plus, l'usine alimente le réseau de chaleur de la ZAC des grisettes, soit à terme environ 2 400 logements et une clinique (10 856 mW de chaleur ont été livrés en 2017).

En novembre 2018, la Ville et la Métropole initient une démarche écoresponsable globale qui s'articule autour de 4 valeurs-partagées : l'exemplarité, l'excellence, l'écoresponsabilité et la coresponsabilité. Elle vise à créer début 2019, un guide pour généraliser les bonnes pratiques écoresponsables lors de l'organisation des événements, culturels et sportifs notamment, par les deux collectivités. Elle donnera lieu à la rédaction d'une charte visant à mobiliser l'ensemble des partenaires du territoire organisateurs d'événements, afin de tendre le plus rapidement possible vers des événements zéro déchets, bas carbone et à impact positif, dans une démarche d'économie symbiotique, régénératrice des écosystèmes naturels.

Enfin, la Métropole porte l'ambition de donner accès à une alimentation saine et locale à tous, et de faire connaître à chacun les initiatives territoriales autour de l'agroécologie et de l'alimentation. La plateforme internet ([bocal.montpellier3m.fr](http://bocal.montpellier3m.fr)) recense via une base de données dynamique et cartographiée plus de 275 points de distribution en produits bons et/ou locaux. Elle intègre également un agenda mutualisé. C'est une déclinaison concrète de la politique de la Métropole en matière d'agroécologie et d'alimentation durable.

L'éco-exemplarité de la Métropole en interne se retrouve en particulier dans sa charte de l'achat public durable et dans les démarches de certification engagées par ses prestataires.

En interne, la Métropole continue de mener une politique renforcée de formation et de sensibilisation auprès de ses agents. La collectivité s'attache à les sensibiliser aux gestes éco-citoyens sur leurs lieux de travail. Ainsi, en 2018, la semaine de réduction des déchets, a fait l'objet de messages de sensibilisation auprès des agents, notamment sur l'enjeu de réduction de la quantité de déchets à la source.

### **5- L'épanouissement de tous les êtres humains**

Concernant l'épanouissement de tous les êtres humains, la Métropole a choisi de s'engager dans la lutte contre l'exclusion.

L'amélioration de l'accès à la culture et à la connaissance est une préoccupation majeure de la politique culturelle de la collectivité, afin d'irriguer l'ensemble du territoire en spectacles de qualité. Ainsi, deux des grands festivals qui ponctuent la vie culturelle métropolitaine, le festival Montpellier danse et le festival radio France Occitanie Montpellier, proposent des spectacles gratuits décentralisés dans les communes.

Chaque année, les concerts du festival radio France, attirent environ 7 000 spectateurs.

La programmation du festival Montpellier danse pour sa part, investit depuis une dizaine d'années déjà les villes de la Métropole avec des pièces spécialement conçues pour l'espace public. Une douzaine de communes sont concernées chaque année, et ces représentations en plein air attirent entre 2 500 et 3 000 spectateurs.

Le projet de doter la Métropole d'un centre d'art contemporain en restructurant l'hôtel Montcalm en vue de la création du MOCO, centre d'art de Montpellier Méditerranée Métropole a commencé en 2017 par le lancement des études opérationnelles de maîtrise d'œuvre, puis les travaux ont débuté en juin 2018, l'ouverture étant prévue en juin 2019. Son objectif : doter la Métropole d'un équipement culturel novateur faisant émerger Montpellier comme une place forte artistique de niveau international et dynamisant la scène locale du point de vue culturel et touristique.

Avec 1 391 407 entrées en 2017, dont 782 575 dans les deux médiathèques centrales Zola et Fellini (département image en mouvement), 2 231 391 prêts, 59 700 abonnés, le réseau des médiathèques métropolitaines est sans doute le service culturel le plus fréquenté, par un public large et diversifié. Elles constituent de véritables maisons de services publics culturels, ouvertes largement aux citoyens du territoire,

comme le prouvent les quelques 60 000 personnes qui ont participé aux 2 500 manifestations proposées en 2017-18 : rencontres d'auteurs, lectures, ateliers, spectacles, contes, projections, jeux, etc...

Avec 47 heures d'ouverture hebdomadaire, le réseau des médiathèques métropolitaines est attentif à ouvrir mieux, à des moments variés et pertinents pour des publics très diversifiés. Aux plages horaires pour le grand public s'ajoutent entre six et vingt heures hebdomadaires d'accueils réservés aux classes et autres groupes spécifiques dans chaque médiathèque ainsi qu'au centre de ressources pour les écoles et la littérature de jeunesse. Près de 40 000 scolaires sont ainsi accueillis chaque année, plus de 5 000 collégiens et lycéens et plus de 20 000 participants dans le cadre des accueils réservés à la petite enfance.

Citons également le projet DEMOS, visant à inscrire l'éducation et la pratique musicale dans les quartiers « politique de la ville » et les zones rurales éloignées des lieux de pratique qui se poursuit en 2018

Le soutien de la Métropole à FACILIGO, dans le cadre de la démarche cité intelligente, vise à imaginer de nouveaux services urbains et des dispositifs numériques contribuant à améliorer la participation citoyenne et à stimuler l'économie par l'innovation. La start-up FACILIGO, incubée au BIC Cap Omega, propose une plateforme collaborative et solidaire sur internet (faciligo.fr) qui permet la mise en relation de populations à mobilité réduite avec les populations autonomes pour aider les premières dans leurs déplacements de proximité (tramway ou bus) ou pour des voyages.

En interne, dans le cadre des actions de prévention de santé de la collectivité, la Gefluc (groupement des entreprises françaises dans la lutte contre le cancer) intervient depuis 7 ans auprès des agents. A titre d'exemple, les agents souhaitant arrêter de fumer peuvent être accompagnés, au travers de quatre rendez-vous individuels de 30 minutes avec un tabacologue. En 2018, 21 agents ont été accompagnés.

#### **6- Les éléments de méthode inhérents au développement durable**

Du point de vue méthodologique, la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole est fondée sur une nouvelle gouvernance. Elle repose sur quatre approches :

- une relation repensée entre la Métropole et les communes à l'occasion de la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole,
- une priorité accordée à la relation aux usagers et à la proximité, consacrant l'échelon communal comme le premier maillon de la relation aux habitants,
- une nouvelle ambition pour la participation citoyenne,
- un rôle renouvelé pour le Conseil de Développement (CoDé).

Le CoDé continue à multiplier les avis et consultations. Il a ainsi contribué activement au projet de schéma de cohérence territoriale (SCoT).

La place des habitants dans le contrat de ville est également un axe politique fort. Les conseils citoyens sont élus pour 2 ans et ont été renouvelés au printemps 2018.

Concernant l'état d'avancement des concertations des 2 projets de tramway en 2018, la concertation relative à la modification du tracé de la 5ème ligne de tramway afin de préserver le parc Montcalm, engagée en 2017, s'est poursuivie en 2018 avec l'organisation de 3 réunions publiques.

De même, après une première phase de concertation menée en 2012 et 2013, le projet d'extension de la ligne 1 de tramway à la nouvelle gare Montpellier sud de France s'est poursuivi par la tenue d'une nouvelle réunion publique le 14 décembre 2018. L'objectif est de présenter au public le projet d'extension et les modifications apportées depuis la 1ère phase de concertation, les parties d'aménagement et d'exploitation ainsi que l'évolution du tracé, dans l'objectif d'offrir un service de transport rapide, régulier et ponctuel entre les deux gares de Montpellier et relier la gare nouvelle au centre-ville.

Dans le domaine de la gestion concertée de la ressource en eau, notons que les principes de gouvernance suivants ont été retenus :

- une rationalisation et une simplification de l'organisation dans le domaine du grand cycle de l'eau, et notamment de la Gemapi. L'ensemble des EPCI partenaires de l'étude socle qui assurent cette compétence a voté l'instauration de la taxe Gemapi afin de couvrir les surcoûts inhérents à l'exercice de cette compétence sur leur territoire et au renforcement des contraintes réglementaires en matière d'endiguement.

La structuration progressive d'une gouvernance agroécologique et alimentaire territoriale, se poursuit également, elle vise notamment à construire une démarche cohérente d'intégration de l'agriculture dans des projets d'aménagement durables. Les fermes nourricières du domaine de viviers ou de la Condamine initient cette démarche, font de la pédagogie, ont mis en culture, et ont pu commercialiser leur première récolte, dans une démarche de dialogue territorial.

En interne, la dématérialisation des services assemblée de la Ville et de la Métropole est opérée en 2018 : la dématérialisation des convocations des conseils municipaux et métropolitains a permis, outre l'inscription du projet dans une démarche de développement durable et de sécurité juridique, une économie annuelle de 120 000 € environ (reprographie et envoi des dossiers en version papier).

Les objectifs propres à Montpellier Méditerranée Métropole, pour chacune de ces 5 finalités du développement durable, constituent ainsi sa feuille de route pour son action au quotidien.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport 2018 joint sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de développement durable et de sa présentation préalable au débat sur le budget ;
- approuver par un vote la transmission du rapport et la tenue du débat ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72129-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- RDD OFFICIEL METRO 2018.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.